

TRANSITION, DEMOCRATISATION ET FRAGMENTATION POLITIQUE EN TUNISIE : ELEMENTS DE SYNTHÈSE

JEAN-YVES MOISSERON

IRD, GIS-CIST

J'avais le choix d'emprunter à la peinture, soit une méthode pointilliste, c'est-à-dire donner toutes les petites idées géniales qui ont été développées dans ce colloque, soit de préférer l'art abstrait, c'est-à-dire des lignes plus épurées où tous les participants au colloque se reconnaîtraient. Je n'ai pu choisir dans ma proposition de synthèse du colloque, exercice rendu impossible par le peu de temps qui m'est donné. Je vais aborder trois éléments de discours. Le premier sur la transition. Dans un premier temps, le mot transition n'a pas été discuté puis nous nous sommes rendu compte au fur et à mesure du débat que ce mot pose problème. Le deuxième est un bilan historique des expériences passées. Enfin, j'aborderai les enjeux ou les dangers de la transition tels qu'ils ont été évoqués ici.

Sur la transition : si on est libéral et néoclassique, l'ordre naturel, c'est le marché, c'est la démocratie, donc il est logique, dans le sens de l'histoire, que l'on aboutisse dans cette direction. Si nous sommes marxistes, nous allons considérer le développement du capital comme force organique qui pénètre le monde entier et pénètre cette espèce de forteresse un petit peu fermée qu'était le monde arabe. Le monde arabe n'était pas entré dans la troisième forme de mondialisation. Plus précisément la globalisation financière, si on reprend les thèses de Charles-Albert Michalet. Il est donc possible d'interpréter le sens historique de ce qui se passe en ce moment comme le triomphe du capital. Nous pouvons aussi considérer que c'est l'adoption de modes de vie consuméristes et individualistes qui pourrait nous apparaître comme une espèce de banalité et qui semblerait être la normalité mais qui correspond, en réalité, à une époque historique. Que l'on soit néoclassique ou marxiste, le mot transition n'est pas un problème, nous pouvons l'adopter facilement. Face à cela, il y a des historiens pragmatiques, sociologues dans la sociologie historique qui considèrent qu'il n'y a pas de transition. Poser le mot transition, c'est donner un sens à l'histoire et considérer que l'histoire pourrait véritablement mener vers une direction particulière. Je ne classe pas les intervenants qui ont questionné cette notion, mais on voit très bien qu'il y a des lignes de partage dans l'analyse et que cela mérite un débat approfondi. Évidemment à condition que ce mot transition ne soit pas seulement un mot mais qu'il recoupe des concepts ou des considérations théoriques et conceptuelles solides. Or, souvent, dans les discours sur la transition, le mot transition n'a pas de portée théorique. Nous avons aussi affiné progressivement les notions de démocratie. Derrière le décor de la « démocratie »,

beaucoup de choses très différentes peuvent se passer, que ce soit dans les formes de démocratie ou que ce soit dans une espèce de crise démocratique à laquelle, nous, au Nord, nous sommes confrontés. Nous avons parlé de démocratie libérale, nous avons parlé de populisme et, pour certains, dans ce colloque, la démocratie est aussi le triomphe de la raison. A partir du moment où les démocraties sont validées par des élections qui en même temps font appel à l'affect et à l'émotion, pouvons-nous encore appeler cela démocratie ? Tout le débat est donc de savoir de quoi on parle. Nous voyons donc progressivement que la définition pose problème et nous rebondissons sur la notion d'éléments sous-jacents. Est-ce une révolte ? Est-ce une révolution ? Nous avons vu tout au long du débat que les choses se complexifiaient. De ce côté-là de la Méditerranée, on est sorti d'un monde où l'on avait peur, où l'on craignait l'arbitraire alors qu'aujourd'hui, en Tunisie, nous pouvons discuter. Nous sentons le changement, les Tunisiens sentent un changement considérable. Nous considérons qu'il y a bien une mutation qui peut mener à une transition dans une perspective historique. Pour nous au Nord, qui ne sommes pas impliqués de façon aussi immédiate dans ces considérations, nous pouvons prendre plus de liberté dans l'utilisation de ce mot.

Dans le bilan historique des expériences passées, ce qui m'a semblé intéressant, c'est la citation « ce n'est pas le cheval que nous voulions ». Évidemment, la mariée démocratique, à la fin de l'histoire, n'avait pas tout à fait le visage que nous avons attendu dans les expériences de transitions démocratiques. Les participants ont beaucoup évoqué le populisme, les inégalités, les retours en arrière et les surprises de l'histoire. Un certain nombre de phénomènes historiques apparaissent dans ces mouvements révolutionnaires, dans ces situations particulières et qui relèvent de l'inattendu, donc de la surprise. Nous pouvons nous attendre, si nous voulons tirer des leçons en conséquence, à ce que dans la transition tunisienne il y ait d'autres surprises.

Un autre point me semble important. C'est la question des temporalités. C'est-à-dire que nous sommes obligés de considérer le temps. A la fois celui où nous pensons et celui où nous analysons les situations. Nous l'avons évoqué à travers la façon dont le passé doit être revisité par les nécessités du présent. Le passé doit être traité, presque reconstruit, notamment pour la construction d'un consensus. Dans la construction de ce consensus, que faisons-nous de ce passé ? Que fait-on de tous ceux qui ont trempé dans l'ancien régime, qui sont peut-être coupables de malversations et autres choses plus horribles. Mais en même temps, c'est dans la structure des États iniques qu'il y a tellement de gens concernés. Faut-il le traiter ou est-ce qu'on choisit l'oubli ? Est-ce qu'on choisit de faire surgir avec la justice transitionnelle un certain nombre de réalités historiques pour les dépasser ? Tout ça est en question. D'autant que la façon dont le passé sera traité va être

différente selon les temporalités. De la même façon que faisons-nous, aujourd'hui, dans l'urgence, des éléments économiques qui se précisent et que faisons-nous dans le long terme ? Le long terme est encore plus complexe parce que si vous prenez l'histoire des transitions post-soviétiques et les bilans que nous avons successivement faits, vous verrez que ce que nous pensions la première année n'avait plus rien à voir avec ce que l'on pensait deux ans plus tard, cinq ans plus tard, dix ans puis vingt ans plus tard. Le phénomène de la transition se caractérise par la durée. Nous en avons pour dix ou trente ans, ce qui me donnera du travail et, je l'espère, l'occasion de revenir en Tunisie pendant dix ans au moins.

Troisième élément sur lequel je vais aller très vite : la fragmentation que nous observons sur tous ces phénomènes est finalement une multiplication, une effervescence que nous pouvons voir dans la multiplication des partis politiques. La Pologne avait à peu près 200 partis politiques, en Tunisie nous en avons 60 ou plus, il reste donc encore de la marge. Nous observons aussi ces phénomènes de fragmentation dans les catégories sociales. Peut-être verrons-nous une identité berbère en Tunisie, peut-être aurons-nous des groupes sociaux qui vont émerger et se réclamer de Carthage, des Phéniciens ou autres ? En tout cas il y a une espèce de créativité sociale qui, évidemment, traduit aussi des revendications sociales qui sont difficilement conciliables. Le problème dans une démocratie est de pouvoir concilier des aspirations contradictoires et de résoudre ces conflits de façon équilibrée et non-violente. Mais on observe un processus de fragmentation des revendications sociales et de construction de compromis qui va permettre à ces conflits de s'inscrire dans une stabilité durable en devenant progressivement une institution. Nécessairement, pour en arriver là, il faut construire un consensus. Nous avons vu dans les expériences historiques, en particulier celle de la Pologne ou bien celle de l'Espagne, qu'il est important de construire un consensus. Un certain nombre de débats semblaient importants mais ils ont été assez obsolètes. C'est le cas du débat sur le gradualisme et la thérapie de choc avec des partisans de l'un comme de l'autre. En Pologne, une thérapie de choc et en Hongrie, plutôt un gradualisme. Nous nous apercevons aujourd'hui que c'était une dimension historiquement dépassée. Le point essentiel est celui de la diversité des trajectoires historiques. Chaque pays, finalement, suit une trajectoire qui s'inscrit dans son histoire propre et là, je vous renvoie aux travaux de Bertrand Badie sur la diversité des formes étatiques dans le cadre du continent européen. Même dans une matrice d'économie de marché développé, nous voyons des divergences dans les formes d'États. Il y a aussi des divergences dans les formes de capitalisme. Probablement que chaque pays, et en particulier la Tunisie, trouvera sa forme historique particulière, à la fois sur les formes étatiques et sur les modes de régulation.

Moisseron Jean-Yves (2012)

Transition, démocratisation et fragmentation politique
en Tunisie : éléments de synthèse

In : Haddar M. (dir.), Moisseron Jean-Yves (dir.). *La
transition économique en Tunisie : leçon des
expériences passées*

Paris : L'Harmattan, p. 183-185. (Perspectives
Stratégiques)

Colloque La Transition Economique en Tunisie : Leçon
des Expériences Passées, Tunis (TUN), 2011/05/02-03

ISBN 978-2-296-99324-2